

ANNONCES LEGALES



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône du 24 décembre 2021, il sera procédé à une enquête publique sur la demande de permis de construire déposée par la SARL « CAP VERT ENERGIE EXPLOITATION30 » pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol, d'une puissance crête égale ou supérieure à 250 kilowatts, comprenant des panneaux photovoltaïques et ses annexes, au lieu-dit « Les Fumades », à MALLEMORT.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente et un jours consécutifs, du mercredi 26 janvier 2022 au vendredi 25 février 2022 inclus en mairie de MALLEMORT (Hôtel de Ville, Cours Victor Hugo -BP47- 13370 MALLEMORT), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra :
 - prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00);
 - consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 46/47 ou 06 70 89 60 02);
 - consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-IGEM/Mallemort>.
 - adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Mallemort ou par voie dématérialisée, du 26 janvier 2022 (8h00) au 25 février 2022 (17h00) à l'adresse électronique suivante: pref-ep-pvmallemort@bouches-du-rhone.gouv.fr (capacité maxi 5MO).

Le dossier d'enquête publique comprend notamment une étude d'impact, l'avis de l'Autorité environnementale émis le 26 novembre 2021 assorti d'un mémoire en réponse du maître d'ouvrage produit le 02 décembre 2021.

Monsieur Georges MAZUY, Ingénieur divisionnaire des TPE, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants:

- mercredi 26 janvier 2022 de 8h30 à 12h00
 - mardi 1^{er} février 2022 de 13h30 à 17h00
 - lundi 07 février 2022 de 13h30 à 17h00
 - jeudi 17 février 2022 de 8h30 à 12h00
 - vendredi 25 février 2022 de 13h30 à 17h00

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et orales émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables par le public sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, durant l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an en mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité.

Au terme de l'enquête publique, l'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre des articles L422-2b et R422-2 du code de l'urbanisme est le Préfet des Bouches-du-Rhône qui statuera, par arrêté, sur la demande de permis de construire susvisée.

La personne responsable du projet est la SARL « CAP VERT ENERGIE EXPLOITATION30 ». Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de M.Vincent TONNETOT Mobile: 06 10 74 56 82.

Fait à Marseille, le 27/12/2021
 Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
 de la Concertation et de l'Environnement
 Patrick PAYAN

EXTRAIT D'AVIS

Réunie le 25 novembre 2021, la commission nationale d'aménagement commercial a rendu un avis favorable au projet présenté par la SCI « ESPACE DAUMAS », en vue de l'extension de 1066 m² d'un supermarché « U EXPRESS » portant sa surface de vente à 1996 m² et passage sous l'enseigne « SUPER U », et la création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, à l'enseigne « U DRIVE » de 6 pistes de ravitaillement et 159 m² d'emprise au sol affectés au retrait des marchandises, sis Espace Daumas, Route Départementale 7N, « Le Petit Pont » à SAINT-CANNAT (13760).

Fait à Paris, le 25 novembre 2021
 Signé Madame Anne BLANC
 Présidente de la CNAC

PUBLIEZ VOS ANNONCES LÉGALES SUR

www.laprovence-legales.com



**SAISIE DE VOS ANNONCES
 EN LIGNE**



**PAIEMENT SÉCURISÉ PAR
 CARTE BANCAIRE**



**RÉCEPTION IMMÉDIATE DE
 VOTRE ATTESTATION
 DE PARUTION**

Contact : avis@laprovince-legales.com | Tél : 04 91 84 80 19

LaProvence

COMMUNE DE BRAS

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°3 DU PLU

Par arrêté n° 2021-436 en date du 17 décembre 2021, le Maire de la commune de BRAS a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Les caractéristiques principales de la modification de droit commun du PLU sont les suivantes :

- Ouverture à l'urbanisation de la zone AUC de Roulette avec création d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin d'encadrer le projet urbain.
- Réhabilitation de la cave coopérative située en zone UD par la rédaction de règles plus précises dans le PLU, afin de lui permettre une reconversion favorable au renouvellement urbain tout en conservant une vocation économique, conformément au PADD ;
- Réglementer la gestion du pluvial dans l'ensemble des zones constructibles afin de limiter l'imperméabilisation des sols et le risque induit lié au ruissellement, en application de la doctrine de la MISEN ;
- Réglementer les installations permettant aux ménages d'effectuer des économies d'énergie ;
- Affiner les dispositions concernant les extensions et les annexes autorisées en zones Agricoles et Naturelles ;
- Corriger une erreur matérielle de retranscription du zonage issu de l'Atlas des Zones inondables et matérialiser graphiquement cette donnée.
- Vérifier la compatibilité de la trame verte et bleue du SCOT approuvé en janvier 2020 avec le PLU et si nécessaire ajuster le règlement du PLU pour assurer sa compatibilité avec cette TVB.
- Apporter des évolutions au règlement en matière de stationnement, d'implantation des constructions, de typologie des clôtures, ...
- Ajouter des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination dans la liste du PLU approuvé, les identifier graphiquement.
- Supprimer la zone AUA des routes, la reclasser en zone U et en zone N.

Conformément au 3° de l'article R104-12 du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas le 20 octobre 2021. Conformément à l'article R104-25 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale mentionnée à l'article R. 104-21 a décidé de ne pas soumettre la procédure de modification n°3 de droit commun du PLU à évaluation environnementale par décision n°CU-2021-2988 du 14 décembre 2021. La décision de l'autorité environnementale fait partie du dossier d'enquête publique.

Madame Christine MORICE a été désignée commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon par décision n° E21000070/83 du 23 novembre 2021.

L'enquête se déroulera en Mairie de Bras du 07 janvier 2022 à 8h00 au 07 février 2022 à 17h00. Un protocole d'accueil du public « Covid-19 » sera mis en place.

A l'issue de cette enquête et au vu des conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil Municipal sera appelé à délibérer pour approuver la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme.

Le dossier d'enquête publique est consultable en Mairie de Bras aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et les mardis et jeudis de 15h00 à 18h00, et sur le site internet www.mairie-bras.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions du 07 janvier 2022 à 8h00 au 07 février 2022 à 17h00
 - sur le registre papier disponible en Mairie aux horaires d'ouverture.
 - par courrier postal à l'adresse : Madame le commissaire enquêteur, Mairie de Bras, Route de Brignoles, 83149 Bras - par mail à l'adresse enquetepublique@mairie-bras.fr
 - auprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences.

Un transfert des observations écrites sur papier (courrier postal et registre papier) sera internet sur le site internet de l'enquête publique. Les observations reçues par voie électronique (courriel) seront déposées sur le registre papier et sur le site internet dédié.

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie de Bras, aux jours et horaires suivants :

- Le mardi 11 janvier 2022 de 15h00 à 18h00.
- le jeudi 20 janvier 2022 de 09h00 à 12h00.
- le jeudi 07 février 2022 de 9h00 à 12h00.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site internet www.mairie-bras.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toutes informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès de Monsieur le Maire : Par courrier : Mairie de Bras Route de Brignoles, 83149 Bras.

Le Maire,
 Franck PERO

VIE DES SOCIETES

CONSTITUTION SARL

Dénomination sociale : JOFABI
 Forme : SARL
 Capital social : 8.000,00 Euros
 Siège social : MARSEILLE (13015), 21 boulevard Henri Barriar
 Objet social : Exploitation de tous fonds de commerce de station-service et de toutes activités annexes susceptibles d'y être exploitées, vente de tous produits dérivés nécessaires, utiles ou adaptés à l'automobiliste ainsi que location de véhicules, achat et vente de véhicules, vente de gaz. Toutes prestations de services concernant les Véhicules Terrestres à Moteur, notamment l'entretien, la réparation et le lavage. Commerce au détail de tous produits et articles d'alimentation générale et plus généralement achat et vente de tous produits alimentaires ou non, vente d'alcool à emporter, Points services (formalités de cartes grises, relevé de km, consignes automatiques...), relais colis, revende de tabac, jeux, presse, laveries libre-service, lavage canin libre-service. Activité de restauration sur place et à emporter. La société pourra accomplir toutes opérations se rapportant à l'objet social pouvant lui être utile ou en faciliter la réalisation.
 Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au R.C.S
 Gérant : Monsieur Fabien CULTY, demeurant à MARSEILLE (13015), Chemin du Vallon d'Ol, Les Asphodèles n°6
 La société sera immatriculée au R.C.S. de MARSEILLE.

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 24 décembre 2021, à TARASCON.
 Dénomination : MAXIBELLE
 Forme : Société civile immobilière.
 Siège social : Mas St Charles - Rue Lansac, 13150 TARASCON.
 Objet : l'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers, et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois, d'en respecter le caractère civil.
 Durée de la société : 99 années(s).
 Capital social fixe : 1000 euros
 Montant des apports en numéraire : 1000 euros.
 Cession de parts et agrément : Article 13.
 Gérant : Monsieur Maxime MANNONI, demeurant Mas St Charles - Rue Lansac, 13150 TARASCON
 La société sera immatriculée au RCS TARASCON.

Annexe 5

LOCATION-GÉRANCE

Suivant acte SSP du 29/11/21, la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE, SAS au capital de 390 553 839 euros, dont le siège est situé à NANTERRE (Hauts de Seine), 562 Avenue du Parc de l'Île, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le n°531 680 445 a confié sous contrat de location gérance du 01/02/22 au 31/01/25 à la société JOFABI, SARL au capital de 8.000,00 euros, dont le siège est à MARSEILLE (13015), 21 boulevard Henri Barriar, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE, un fonds de commerce de station-service et activités annexes (carburants (distribués sous le régime du mandat), lubrifiants et produits connexes ; boutiques ; produits et articles pour l'automobile et les automobilistes, produits alimentaires, gaz en bouteilles, vente de cartes lavage, offre café, alcool (vente à emporter), casiers automatiques de retrait de colis), dénommé le RELAIS MARSEILLE ST ANTOINE, exploité à MARSEILLE (13015), 21 boulevard Henri Barriar.

250129



Dénomination : VANLEEF.

Forme : SARL.

Capital social : 3000 euros.

Siège social : 44 Lotissement VAL OREA, 83120 SAINT-MAXIME.

835266479 RCS de Frejus.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 janvier 2022, le gérant a décidé, à compter du 4 janvier 2022, de transférer le siège social à Quartier Camprond, 13150 St Pierre de Mezaorgues.

Gérant : Monsieur Philippe Vanvildermeersch, demeurant 44 Lotissement Val Orea 2, 83120 SAINT-MAXIME.

Radiation du RCS de Frejus et immatriculation au RCS Tarascon.

APPEL D'OFFRES

247666



AVIS DE MARCHÉ

SERVICES

ORGANISME ACHETEUR : Société Française des Habitations Economiques (13)

Contact : Mickaël SEROPIAN, 1175 petite route des Milles CS 40650, 13547

Aix en Provence Cedex 4, FRANCE.

Tél. : +33 413570466. Courriel : mickael.seropian@groupe-arcade.com. URL : <http://www.sfhe.fr>. Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-secures.fr>

OBJET DU MARCHÉ : Création d'un lot du marché pour l'exploitation des installations collectives de génie thermique du patrimoine de la SFHE.

TYPE DE MARCHÉ : Services

CLASSIFICATION CPV : 50700000

Division en lots. Il convient de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

INFORMATIONS SUR LES LOTS :

Lot n° 4 : Lot N°4 : Agence de Lyon (Secteur Loire).

TYPE DE PROCÉDURE : Procédure ouverte

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : Jeudi 13 janvier 2022 - 12:30

LANGUE(S) POUVANT ÊTRE UTILISÉE(S) : français.

AVIS DE MARCHÉ JOUE N° : 2021-343503 (envoyé le 10 décembre 2021).

248332



RÉSULTAT DE MARCHÉ

POUVOIR ADJUDICATEUR

Société Française des Habitations Economiques (13)

Mickaël SEROPIAN

13547 Aix en Provence Cedex 4

Tél. : +33 413570466. E-mail : mickael.seropian@groupe-arcade.com

Adresse Internet : marches-secures.fr / www.sfhe.fr

OBJET DU MARCHÉ

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion technique du parc d'ascenseurs du patrimoine de la SFHE.

CARACTÉRISTIQUES

TYPE DE PROCÉDURE : Procédure adaptée - ouverte

DATE DE CLÔTURE : Jeudi 25 novembre 2021 - 12:30

INFORMATIONS SUR L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Marché attribué à un titulaire / organisme unique.

NOM ET ADRESSE DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AVOUEL LE MARCHÉ À ÊTRE ATTRIBUÉ ALTEM CONSEIL , 97 Avenue de la Corse , 13007 , MARSEILLE , FRANCE.

INFORMATIONS SUR LE MONTANT DU MARCHÉ

MONTANT (H.T.) : 81000 euros

INFORMATIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE : Pas de sous-traitance.

DATE D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ : 13 décembre 2021

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 15 décembre 2021



CONTACTEZ NOTRE ÉQUIPE SPÉCIALISÉE

04 91 84 46 30 / 04 91 84 46 45
al@laprovince-medias.fr

LaProvence
 MEDIAS